



careSM

A la Découverte du Potentiel des Associations des Usagers de l'Eau à Contribuer au Développement Dirigé par la Communauté

Le programme de réduction de pauvreté urbaine de CARE Madagascar

Depuis plus de huit ans, CARE Madagascar s'est attelé à lutter contre la pauvreté urbaine en commençant dans la capitale Antananarivo en 2000 (Programme *Mahavita*) puis en élargissant ses actions à la commune urbaine de Fort-Dauphin dans le sud de Madagascar en 2003 (Projet *Fihamy*) sur un financement de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Au début de l'année 2009, le programme travaillait dans 91 quartiers urbains ou *fokontany*¹ au total, renforçant les capacités institutionnelles et promouvant le développement dirigé par la communauté. L'objectif général du programme était de renforcer la gouvernance urbaine à divers niveaux afin de promouvoir un cadre de vie plus sain. Le programme était conscient que pour atteindre cet objectif il devait apprendre de ses propres approches de bonne gouvernance, de renforcement de la société civile et de réduction de la pauvreté pour déterminer ce qui marchait et ce qui ne marchait pas dans un contexte urbain en constante évolution.

En 2007, CARE UK a commencé à aider le programme urbain de CARE Madagascar dans cet effort d'apprentissage en lui accordant un financement à partir de son Accord de Partenariat Programme (PPA) obtenu du DFID. CARE Madagascar a mis à profit ce PPA pour lancer un projet de recherche-action, ceci pour voir dans quelle mesure les Associations des Usagers de l'Eau (AUE) peuvent contribuer au développement dirigé par la communauté. Ce produit d'apprentissage a été élaboré pour faire part des résultats de la recherche-action aux collègues au sein de CARE et aux partenaires externes.

¹ Le *fokontany* est la plus petite unité administrative à Madagascar. Un *fokontany* urbain peut avoir jusqu'à 10 000 habitants.

Contexte de la recherche-action

L'approche de développement dirigé par la communauté (DDC) a depuis longtemps été au cœur de la stratégie du programme urbain de CARE Madagascar et est définie ci-après. L'existence de comités de développement au niveau des *fokontany* (appelés *Sehatra Fampanandrosoana ny Fokontany* ou SFF²) témoigne ostensiblement du travail en DDC de CARE à Antananarivo et à Fort Dauphin. Les SFF

Le Développement Dirigé par la Communauté

(DDC) consiste à donner le contrôle des décisions et des ressources à des groupes communautaires. Ces groupes travaillent souvent en partenariat avec des organisations et des prestataires de service d'appui sensibles à la demande, y compris les gouvernements locaux élus, le secteur privé, les ONG et les agences gouvernementales centrales. Le DDC est un moyen permettant de fournir des services sociaux et d'infrastructure, d'organiser l'activité économique et la gestion des ressources, d'habiliter les personnes démunies, d'améliorer la gouvernance et d'améliorer la sécurité des plus démunis – *Banque mondiale*

regroupent les responsables du *fokontany* et les représentants des prestataires de services publics et des associations locales et offrent une plateforme pour l'échange d'informations sur les initiatives de développement local et pour leur coordination. Ces mêmes SFF ont également rédigé des plans de développement local basés sur des évaluations participatives des besoins et sont chargées de trouver les fonds pour leur mise en œuvre. Toutefois, si l'approche DDC a donné aux dirigeants et aux résidents des *fokontany* urbains la capacité à prendre des initiatives de développement local, les administrations des *fokontany* ne disposent de presque aucun budget. Or, s'il n'y a pas de ressources pour financer le DDC, l'approche perd sa crédibilité auprès de ceux qu'elle est censée servir.

² A Fort Dauphin la structure est connue comme SVFF.

Il existe pourtant des ressources importantes au niveau des *fokontany*. Un autre moyen utilisé par CARE pour promouvoir le DDC consiste à mobiliser et renforcer les capacités des Associations des Usagers de l'Eau (AUE) des quartiers à gérer les bornes fontaines publiques en prélevant des frais d'usage pour couvrir les coûts de fonctionnement et d'entretien. Si ce système de recouvrement des coûts est stipulé par le Code de l'Eau de Madagascar, il n'est pas appliqué de façon uniforme et au cours des dernières années, des autorités communales et des candidats à des postes officiels ont occasionnellement proposé d'abandonner ce système et de subventionner intégralement l'approvisionnement en eau afin de mobiliser un appui politique.

L'expérience de CARE a cependant montré que même les quartiers les plus démunis font preuve d'une bonne volonté et d'une capacité à payer pour l'eau, notamment quand les usagers sont consultés sur le mode de recouvrement des coûts (paiement par seau ou paiement mensuel par exemple). Actuellement, près de 700 Associations des Usagers de l'Eau de la ville d'Antananarivo gèrent activement plus de 1 000 fontaines publiques et avec le temps, bon nombre d'entre elles ont levé des revenus substantiels³ qui doivent être investis dans des initiatives afférentes aux infrastructures d'eau ou à l'alimentation en eau, ainsi que l'exige le Code National de l'Eau. Toutefois, de nombreuses Associations des Usagers de l'Eau, venant de se mettre à la gestion financière, sont si bons intendants qu'ils hésitent à réinvestir leurs avoirs. CARE a vu en cette situation une opportunité et a conçu une recherche-action pour déterminer si les

³ Comment est-ce que les Associations des Usagers de l'Eau peuvent faire des *bénéfices* alors que leur objectif est de *recouvrer les coûts* ? En réalité, CARE a effectué une étude de rentabilité pour la Commune Urbaine d'Antananarivo et celle-ci a indiqué que la capacité à recouvrer les coûts dépendait du nombre de clients utilisant la fontaine. La Commune s'est servie des résultats de l'étude de CARE pour fixer le prix d'un seau de 10 litres à 10 Ariary, soit environ 9 Ariary de plus que le prix réel. Ce prix, sans compromettre la volonté ni la capacité des clients à payer, permet aux AUE de payer les factures de la compagnie d'eau et les coûts d'entretien, même en cas de baisse du nombre de clients. Or, le nombre de clients par fontaine est généralement très élevé, ce qui a permis aux AUE de générer des recettes. En outre, la Commune participe encore aux factures de la compagnie d'eau de certaines des bornes fontaines plus anciennes (qui fonctionnent mal généralement) et ceci contribue à accroître les recettes des AUE.

Associations des Usagers de l'Eau seraient plus enclines à mettre à profit leurs ressources pour financer des projets de développement local identifiés utilisant l'approche DDC, à savoir des projets d'amélioration de l'approvisionnement local en eau.

CARE a basé la recherche sur deux *fokontany* d'Antananarivo ayant chacun une Association des Usagers de l'Eau active et financièrement stable. CARE a également identifié deux ONG locales avec lesquelles entrer en partenariat pour la conception de la recherche et le travail sur le terrain⁴. Si la recherche donnait des résultats positifs, CARE et ses partenaires étendraient l'apprentissage à d'autres *fokontany*, ce, pour éventuellement lancer un plaidoyer en faveur de la gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau par les Associations d'Usagers de l'Eau et l'adoption à grande échelle du système de recouvrement des coûts au niveau communal.

Hypothèse de recherche, questions de recherche et méthodologie

Conformément aux principes de recherche-action qui prévoient la participation des parties

Hypothèse de recherche : La mise en œuvre d'activités de renforcement de capacité à l'intention des AUE et des SFF, le renforcement de leur collaboration, et l'adoption du recouvrement de coûts sur les points d'eau collectifs font ressortir un plus value en terme de développement au sein d'un Fokontany.

Hypothèses centrales :

- Le système de recouvrement des coûts est le mieux adapté pour assurer l'approvisionnement public en eau. Il faut noter que c'est aussi ce système qui est stipulé par le Code National de l'Eau.
- Le modèle associatif pour la gestion des infrastructures d'eau publiques est plus en harmonie avec le développement local que les autres modèles.
- Du point de vue des résidents de *fokontany* ayant rédigé les plans, s'ils sont mis en œuvre, les projets identifiés dans les plans de développement local des *fokontany* auront un effet positif sur le développement local.

⁴ Cela fait maintenant plusieurs années que CARE est entré en partenariat avec des ONG et des associations locales pour son travail de gouvernance, dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer les capacités locales et à assurer la pérennité.

prenantes dans la conception de la recherche et le renforcement de capacité des chercheurs mêmes, CARE et ses partenaires ont consacré plus d'un mois à la conception, aux étapes et au calendrier de la recherche. Des questions de recherche spécifiques ont été élaborées autour d'une hypothèse formulée (voir encadré page précédente).

La recherche-action devait s'étendre sur une période de 16 mois et prévoyait le renforcement des capacités de deux Associations des Usagers de l'Eau en matière d'élaboration et de mise en œuvre de business plan pour assister dans la prévision, la gestion et le réinvestissement des bénéficiaires. CARE a tenu une formation initiale de deux jours à l'intention des deux Associations d'Usagers de l'Eau sur les notions théoriques d'un business plan et quelques exercices pratiques. Par la suite, les ONG partenaires de CARE ont procédé à un suivi sur le terrain de trois mois pour aider les associations à finaliser leurs business plans et effectuer le suivi de la mise en œuvre.

Les ONG locales ont également œuvré à renforcer la collaboration entre les Associations d'Usagers de l'Eau et les SFF. CARE a jugé cela capital, convaincu que les SFF aideraient les Associations d'Usagers de l'Eau à identifier des partenaires des secteurs public et privé qui pourraient fournir fonds et appui, accélérant ainsi la mise en œuvre des projets d'infrastructure.

En janvier 2009, la recherche a subi des revers suite à la crise politique qui a éclaté dans le pays (essentiellement une lutte de pouvoir entre le Président de la République de Madagascar et le maire d'Antananarivo) et qui a éventuellement mené à l'éviction du Président du pouvoir et à l'établissement d'un gouvernement de transition. La violence a gravement perturbé la vie

quotidienne dans la capitale pendant plus de quatre mois et en raison de la nature hautement politisée de la crise, il était difficile pour CARE de continuer à travailler avec les administrations des *fokontany* sans compromettre sa neutralité. Face à des dirigeants de *fokontany*, voire des Associations des Usagers de l'Eau partisans, CARE n'a pu qu'adopter un profil bas et a dû se contenter de regarder le retour à l'eau « gratuite » promue par des dirigeants politiques en quête de soutien populaire.



Consultation des clients de la nouvelle borne fontaine pendant la recherche action

Résultats

En Juin 2009, chacune des Associations d'Usagers de l'Eau avait finalisé son business plan. Les projets y inclus sont résumés dans l'encadré ci-après. L'encadré indique également qu'il y a divers niveaux d'avancement de la mise en œuvre des business plans. L'Association des Usagers de l'Eau « Manja » s'est alliée à une ONG française, qui lui a porté assistance technique et fonds, pour la construction de deux bornes fontaines publiques qui sont actuellement toutes deux opérationnelles. Manja a même inclus des projets non afférents à l'approvisionnement en eau dans son business

AUE	Projet	Projet identifié dans le plan de développement local?	Partenaires	Achévé?
Manja	2 bornes fontaines publiques	Oui (Plan de Devpt Quartier)	ONG EAST	Oui
	Réhabilitation de 60 m de ruelles et de canaux d'évacuation	Oui (Plan de Devpt Quartier)	Aucun	Oui
Tsimia-lonjafy	Réhabilitation de 250 m de ruelles	Oui (Plan de Devpt Quartier)	Aucun	Oui
	1 borne fontaine publique	Oui (Drafitr'asa Fampandrosoana Fokontany)	Membres de la communauté	En cours (échéance en 2011)
	Electrification d'un lavoir public	Non	Aucun	En cours (échéance en 2011)

plan, à savoir la réhabilitation de ruelles pour assurer une meilleure évacuation des eaux au sein du *fokontany*.

En revanche, la seconde Association des Usagers de l'Eau, « Tsimialonjafy, » a rencontré des difficultés. Elle avait collaboré avec le SFF local pour obtenir le don d'une propriété privée sur laquelle construire une borne fontaine et pour soumettre le dossier afférent à la compagnie nationale d'eau. Elle avait aussi acheté les matériaux de construction à l'aide des fonds de l'Association et de la contribution des résidents locaux. Mais ensuite l'Association s'est heurtée à la réticence de la compagnie nationale d'eau quant au branchement d'une borne fontaine située à plus de 200 mètres de la canalisation d'eau, alors que le projet avait déjà été approuvé. Tsimialonjafy avait également fini de payer les frais d'installation d'un compteur électrique et d'appareils d'éclairage dans un lavoir public pour permettre aux lessiveuses de laver leur linge pendant la soirée mais attendait encore que celle-ci soit achevée. (Au moment de la rédaction, l'installation des appareils était imminente).

Il faut dire qu'au vu du business plan de Tsimialonjafy, aucun des deux projets n'était prévu être réalisé avant 2011. Ils étaient donc plus



Les business plans aident les Associations des Usagers de l'eau à investir dans de nouvelles infrastructures. Cette nouvelle borne fontaine a été construite par Manja, une Association des Usagers de l'Eau du *fokontany* de Manjakaray.

ou moins en bonne voie. Néanmoins, la crise politique a compliqué les choses étant donné qu'à compter de cette période, l'Association a cessé de soumettre ces rapports financiers aux autorités communales tel qu'il est exigé. Ceci parce qu'elle craignait la mal appropriation de leurs fonds (quelques trois millions de FMG ou environ \$300) par la Commune en ce moment de crise. Pourtant en ne pas soumettant leurs rapports, l'Association risquait aussi sa dissolution par la Commune. Cette situation a mis à nu la vulnérabilité des Associations d'Usagers de l'Eau dans le contexte politique.

Conclusions de la recherche

Au terme de la recherche d'action, CARE, ses ONG partenaires et les deux Associations des Usagers de l'Eau se sont réunis pour tirer les principales conclusions.

Conclusion n°1 : Les business plans peuvent constituer des outils efficaces et pérennes pour la mobilisation des ressources des Associations des Usagers de l'Eau.

L'utilisation de business plans a été perçue contribuer à la professionnalisation des Associations des Usagers de l'Eau dans la mesure où elle favorise une gestion plus rigoureuse des infrastructures d'eau et des ressources financières par rapport aux Associations des Usagers de l'Eau qui n'en utilisaient pas. Cette observation a été émise par Manja aussi bien que Tsimialonjafy et il a été rapporté de manière anecdotique que la demande de formation sur l'élaboration de business plans s'accroît parmi les Associations des Usagers de l'Eau qui *n'ont pas été* couverts par la recherche. Selon un des participants à la recherche, ces associations trouvaient que Manja et Tsimialonjafy parvenaient à en faire plus avec leurs fonds limités. La demande de business plans parmi les Associations des Usagers de l'Eau pourrait indiquer leur pérennité potentielle en tant qu'outil de gestion et d'investissement.

Cette conclusion est particulièrement intéressante dans la mesure où les bailleurs à Madagascar sont en train de remettre en question l'efficacité et la pérennité des modèles de gestion à base communautaire des infrastructures d'eau par rapport aux modèles de gestion privée. En réalité, le modèle associatif promu par CARE Madagascar comporte des éléments du modèle de gestion

privée, tels que les fonteniers qui ont un contrat avec les associations et sont salariés par elles. Est-ce que les bons outils et les bonnes stratégies de gestion peuvent consolider la gestion à base communautaire des infrastructures d'eau ? Les participants à la recherche étaient convaincus que c'était le cas et que les avantages du modèle de gestion à base communautaire, qui prévoit l'engagement des membres de l'Association des Usagers de l'Eau à investir dans le développement de leur quartier, valaient la chandelle.

Conclusion 2: Un programme de renforcement des capacités avec un volet théorique et un volet pratique peut aider les Associations des Usagers de l'Eau à réussir l'élaboration et la mise en œuvre de business plans.

Compte tenu des résultats de la recherche-action, il est important de bien planifier le renforcement des capacités des Associations des Usagers de l'Eau en matière d'élaboration et de mise en œuvre de business plans. Les participants de la recherche estimaient que bien que la formation initiale en business plans apportée par CARE était essentielle, les Associations des Usagers de l'Eau n'auraient pas pu finaliser et commencer à mettre en œuvre leurs business plans sans l'appui sur le terrain des ONG partenaires. De plus, ils pensent que les trois mois accordés aux ONG pour guider et suivre les Associations des Usagers de l'Eau n'étaient pas suffisants pour permettre à



Un des projets du business plan de Tsimialonjafy consiste à électrifier ce lavoir public afin de permettre aux lessiveuses de travailler à des heures plus tardives et gagner ainsi plus d'argent.

ces associations de réaliser des actions telles que rechercher de nouveaux partenaires disposés à investir dans leurs business plans.

Ainsi, si CARE ou toute autre institution pense transposer le programme de renforcement de capacités à grande échelle, il faudra qu'elle investisse plus en temps et en ressources financières⁵. Les ONG locales qui travaillent au niveau *fokontany* peuvent être les acteurs les plus appropriés et les plus rentables dans la mise en œuvre du programme de renforcement de capacité étant donné le volume de temps et les contacts étroits à consacrer aux Associations des Usagers de l'Eau pour obtenir des résultats.

Conclusion 3: La collaboration entre les Associations des Usagers de l'Eau et les comités de développement local (SFF) contribue à mettre en place un environnement favorable à la mise en œuvre de business plans qui reflètent les priorités en matière de développement local.

En d'autres termes, il est important pour les Associations des Usagers de l'Eau de se mettre en relation et en interface avec le gouvernement local et les acteurs du développement afin d'optimiser leurs contributions au développement local. La mise en relation des deux Associations des Usagers de l'Eau avec leurs comités de développement local respectifs et les acteurs du développement ont permis de 1) traduire les priorités du plan de développement local en business plans des Associations des Usagers de l'Eau ; 2) mettre ensemble les dossiers administratifs et légaux nécessaires pour entamer un projet de construction d'infrastructure ; et 3) négocier la donation de terrains privés pour la construction des nouvelles infrastructures. Cependant, les résultats de la recherche montrent que les SFF n'ont pas vraiment réussi à aider les Associations des Usagers de l'Eau à trouver des partenaires publics ou privés. L'association qui a forgé un partenariat avec une ONG française était déjà en relation avec celle-ci avant la recherche action.

⁵ CARE a dépensé quelques \$16 par participant pour la formation initiale de deux jours en élaboration de business plans ; les deux ONG locales ont été sous contractées pour une somme d'à peu près \$1,500 pour trois mois de travail. Pendant cette période, leur personnel a passé en moyen trois demi-journées sur le terrain par semaine, pour soutenir les AUE.

Il est intéressant de noter que bien que la recherche action ait été conçue pour identifier des stratégies de financement du développement dirigé par la communauté et plus précisément pour voir si les Associations des Usagers de l'Eau pouvaient financer certains des grands projets d'infrastructures prévus dans les plans de développement des *fokontany*, CARE et ses partenaires ont appris que la relation entre les Associations des Usagers de l'Eau et le DDC n'est pas à sens unique mais qu'il y a renforcement mutuel. D'un côté, les Associations des Usagers de l'Eau sont une source de financement potentielle pour le DDC (voir Conclusion 5) mais de l'autre, le DDC tel que reflété par exemple par la présence de comités de développement local représentatifs au niveau des *fokontany* facilite l'utilisation optimale des fonds des Associations des Usagers de l'Eau dans le développement local.

Conclusion 4 : Néanmoins, la disponibilité de business plans et la forte collaboration à elles seules ne signifient pas forcément que les Associations des Usagers de l'Eau vont pleinement contribuer au développement local. En effet, le cadre institutionnel et politique général exerce également une forte influence.

Au cours de la recherche action, un changement de plans au niveau de la compagnie nationale d'eau a bloqué la construction de la borne fontaine et ni les Associations des Usagers de l'Eau ni le comité de développement local n'étaient de taille à résoudre le problème. Les participants à la recherche ont également fait remarquer que la crise politique pouvait diviser les Associations des Usagers de l'Eau et les autorités municipales, réduire la redevabilité des Associations des Usagers de l'Eau envers leurs clients et affaiblir l'acceptation du système de recouvrement de coûts. Tout cela semblait avoir un effet potentiellement négatif sur la capacité des Associations des Usagers de l'Eau à contribuer au développement local.

Ces problèmes ont également mis en évidence la nécessité pour CARE de regarder au-delà du *fokontany* dans son travail en matière de gouvernance urbaine. Si CARE a fait la promotion du DDC pour donner aux leaders locaux la capacité à prendre en charge leur propre développement, la mise en œuvre de cette

approche est fortement dépendante du cadre institutionnel et politique général et des stratégies de CARE à ces niveaux.

Conclusion 5 : Bien appuyées et bénéficiant d'un cadre approprié, les Associations des Usagers de l'Eau peuvent utiliser les recettes obtenues du système de recouvrement de coûts pour contribuer de manière directe et tangible au développement dirigé par la communauté.

Malgré les défis mentionnés à la Conclusion 4, les résultats de la recherche action sont positifs dans l'ensemble et les participants estimaient qu'ils ont réussi à prouver leurs hypothèses de départ. Les associations Manja et Tsimialonjafy avaient toutes deux des business plans qui reflétaient les priorités de développement local et avaient grandement avancé dans la réalisation des projets prévus dans leurs plans. L'une des présuppositions de départ était que s'ils étaient mis en œuvre, les projets tirés des plans de développement local auraient un effet positif sur le développement local. Ainsi, dans la mesure où les plans de développement local comprenaient des projets tirés des plans de développement local, ces projets, une fois mis en œuvre, auraient aussi un effet positif sur le développement local. Les participants ont quand même collecté des informations auprès des résidents des *fokontany* pour vérifier cette présupposition. Dans le *fokontany* où Manja a réalisé les projets de son business plan, la population déclarait à



Un usager de l'eau paie pour un seau de 10 litres auprès de l'attendant de la borne fontaine : sa contribution permet aux Associations des Usagers de l'Eau de couvrir les coûts de fonctionnement et d'entretien et de réinvestir dans le développement du *Fokontany*.

l'unanimité que les projets ont contribués à leur vision du développement local⁶. Les participants estimaient également qu'une transposition à plus grande échelle de la recherche devrait pouvoir permettre de mieux quantifier cette contribution – en vue de renforcer les actions de plaidoyer.

Notes finales

La recherche action a été une expérience d'apprentissage pour CARE et ses partenaires. CARE prévoit de capitaliser et d'étendre cette recherche à travers le projet *Water and Sanitation for the Urban Poor* (WSUP) qui a reçu un financement récemment en vue de plaider en faveur de l'utilisation des recettes des Associations des Usagers de l'Eau en contribution à des projet locaux d'eau, d'assainissement ou d'hygiène (plutôt que d'approvisionnement en eau seulement). Pour cela, il faudra recueillir les expériences réussies – telles que celle de l'Association Manja qui prévoit des projets d'assainissement dans son business plan – et les utiliser pour un plaidoyer auprès du Ministère de l'Eau.

Bien que la recherche actuelle ait été limitée à deux *fokontany* et ne constitue qu'une amorce d'élaboration d'une stratégie de plaidoyer, CARE Madagascar s'attend à ce que les avantages du système de recouvrement de coûts et du modèle associatif pour la gestion de l'approvisionnement en eau soient reconnus par les décideurs nationaux. Ainsi, bien que le système de recouvrement de coûts soit souvent l'otage d'intérêts politiques, le nouveau ministre de l'Eau désigné par le régime de transition a annoncé que le système de recouvrement de coûts continuerait à être appliqué et que les Associations des Usagers de l'Eau continueraient à gérer les bornes fontaines publiques.

Egalement, la Commune Urbaine d'Antananarivo va vers l'institutionnalisation d'une convention entre les Associations des Usagers de l'Eau et la Commune, pour éclaircir les rôles et responsabilités de chacune, et pour permettre aux usagers d'évaluer la qualité des services offerts par les Associations des Usagers de l'Eau. CARE

⁶ Il a d'abord été demandé aux résidents de décrire leur vision du développement local puis de dire dans quelle mesure les projets prévus dans le business plan de CARE contribuaient à cette vision.

Madagascar compte partager les enseignements de sa recherche-action avec la Commune Urbaine d'Antananarivo et le Ministère de l'Eau, afin de soutenir les initiatives qui renforcent les Associations des Usagers de l'Eau et pour faire avancer le développement dirigé par la communauté.



La construction de nouvelles bornes fontaines (en haut) réduit les files d'attente pour l'eau (ci-dessus)

Rédigé par Jennifer Loucks
Photos par Jennifer Loucks et l'Association Humanité de Madagascar (AHM)
Traduit de l'Anglais par Solodraibe Rasoanindrainy

Veillez prendre contact avec le programme urbain CARE Madagascar si vous avez des questions ou commentaires:
mahavita@care-mahavita.com

Cette publication a été réalisée grâce à un financement du Département pour le Développement International du Gouvernement Britannique (DFID). Les avis exprimés dans ce document sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de DFID.